



**C.T.P.D. Du Val d'Oise**  
**25 janvier 2011**  
**Déclaration de la FSU 95**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,  
Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis pour examiner les moyens alloués à l'Éducation Nationale dans notre département.

Poursuivant son objectif budgétaire de réduction de l'investissement éducatif et idéologique de casse du Service Public, le Ministère va encore aggraver les conditions de travail des personnels et d'étude de la jeunesse, tant dans le premier que dans le second degré.

Dans le Premier degré, on assiste en effet cette année à une augmentation du nombre de fusions d'écoles. Si les fusions, en elles-mêmes, peuvent parfois présenter un intérêt ou être rendues nécessaires, cette augmentation a lieu dans un contexte politique et budgétaire qui nous fait nous interroger sur leurs raisons et leurs finalités: répondre aux besoins des enfants et de leurs professeurs ou participer à la vaste entreprise de reprise de moyens? Ces fusions doivent avoir un objectif clair et transparent afin de permettre le travail des équipes éducatives dans les écoles. Ce n'est pas le cas.

Les suppressions de postes vont conduire à une nouvelle dégradation des conditions de fonctionnement des Écoles. Le taux d'encadrement va encore baisser pour passer de 5,27 il y a deux ans à 5,04 à la rentrée 2011. Il en sera de même pour le taux de remplacement, déjà actuellement source de tension dans notre département, et de baisse de confiance des familles envers l'institution scolaire.

Les suppressions de postes en Rased vont encore davantage fragiliser les élèves les plus en difficulté. Globalement, c'est l'ensemble des postes consacrés au travail collectif de lutte contre l'échec scolaire (Rased, animation, soutien, zep, rep) qui va faire les frais de cette politique et de sa déclinaison locale.

Et que dire du traitement réservé aux personnels non titulaires (EVS) dont 30% ont été ou seront mis à la porte d'ici juin, malgré l'apport et l'investissement reconnu de ces personnes au service de l'Éducation Nationale.?

Pour ce qui est du second degré: Socle commun, réforme des lycées, abandon de réelle formation des maîtres (ce que le Président de la République, dans un rare accès de lucidité, considère comme

un échec) ont servi, sous couvert de pédagogie, et servent encore à économiser des moyens, pourtant déjà insuffisants. Les dotations, globalement en baisse, vont entraîner plus de 120 suppressions de postes déstabilisant toujours plus les équipes, fragilisant les projets, pérennisant ou aggravant les inégalités scolaires.

Le développement des CLAIR se substitue à l'éducation prioritaire en appauvrissant les contenus des enseignements dus aux élèves tout en contournant les statuts des enseignants de manière inadmissible.

Pour accélérer la mise en place de ces mesures, et d'une manière sûrement perçue comme insultante par nombre des personnes concernées, le Ministère distribue primes et indemnités, aux Recteurs d'abord; on parle à présent de 6000 euros sur trois ans de gratifications aux chefs d'établissement. Nous sommes bien d'accord, seul l'argent pourrait inciter quelqu'un à adhérer à une telle politique! Les personnels administratifs et ATOSS, dont les conditions de travail se dégradent aussi depuis des années, apprécieront.

Techniquement, l'opacité devient la règle.

Les documents relatifs aux moyens sont transmis tardivement aux représentants élus du Personnel, mais avant la tenue des instances officielles aux Chefs d'établissement. Leur format nous contraint à un travail de saisie pour pouvoir les examiner dans des délais de plus en plus courts. Ces documents ne font par ailleurs pas apparaître les critères de répartition de la Dotation, ce qui permettrait aux élus de personnel de vérifier l'adéquation de cette ventilation avec les besoins statutaires (laboratoire, première chaire, etc...) et les programmes. Le paritarisme, avancée sociale et politique de première importance, est décidément bien gênant! C'est ce qui conduit certains chefs d'établissement à vouloir limiter l'examen des TRMD dans le cadre de leur Conseil d'Administration. Le développement de l'autoritarisme passe aussi par là.

La FSU et ses syndicats revendiquent une autre politique pour l'Éducation Nationale qui perçoive celle-ci comme un investissement prioritaire et non comme un fardeau budgétaire. Nous exigeons des moyens à la hauteur des enjeux, sources d'emplois stables et de projets dynamiques, le respect des règles de paritarisme en vigueur.